

politique peut-elle se poursuivre, davantage, et si elle est possible, est-ce souhaitable qu'elle se continue?

Il n'est plus de pays aujourd'hui qui puisse rester indépendant du reste de l'univers, s'il veut assurer sa propre prospérité et les progrès de sa culture, scientifique et économique dans ses frontières. Il ne peut plus prospérer en se limitant à ses propres recherches, à ses propres découvertes, scientifiques et culturelles, à ses propres activités, à sa propre expérience, à ses propres inventions, à ses propres marchés.

Les problèmes mondiaux de l'heure sont surtout d'ordre économique.

Les Soviets, avec leur plan quinquennal, ou avec tout autre plan de leur crû qu'ils essaieraient d'implanter, ne sauraient s'isoler commercialement avec succès. Il leur faut, par exemple, exporter du bois de construction, du blé, des fourrures et des huiles, et importer des automobiles, des machines et maintes autres marchandises.

De tous les pays de l'univers, nul n'avait de meilleures chances de s'isoler économiquement avec avantage que les Etats-Unis d'Amérique. Et nul pays n'a aujourd'hui de preuve plus convaincantes de la fausseté de cette politique, parmi les nations contemporaines. Pas n'est besoin de le démontrer, parce que tous savent, pour plusieurs raisons évidentes, que les Etats-Unis pouvaient mieux que n'importe quelle autre nation industrielle pratiquer l'isolement et la protection élevée. Nulle nation n'a plus ardemment que les Etats-Unis essayé de s'isoler économiquement et politiquement. Et avec quels résultats? Son commerce s'énerve graduellement, son propre marché regorge de sa propre surproduction, ce qui n'empêche pas le prix du blé, par exemple, qu'on y cultive abondamment, d'être plus élevé aux Etats-Unis que n'importe où ailleurs sur les marchés étrangers. Le Farm Board possède, sans savoir comment en disposer, près de deux cent millions de boisseaux du surplus de blé domestique.

La statistique officielle révèle que le chômage est, aux Etats-Unis, plus intense que dans n'importe quel autre pays industriel. Il y a six millions au moins—d'aucuns portent ce chiffre à dix millions même—de ses citoyens qui sont sans emploi, à la charge de l'Etat et de la charité privée pour les objets nécessaires à la vie. Les honorables sénateurs pourraient se référer aux statistiques de M. Douglas: "Salaires effectifs aux Etats-Unis, 1906-1926".

L'administration des affaires publiques, aux Etats-Unis, accuse maintenant des déficits énormes. La dépression commerciale y semble plus aiguë que n'importe où ailleurs, plus même qu'en Grande-Bretagne, avec ses fardeaux financiers écrasants et son système d'indemni-

tés de chômage, et en dépit des bénéfices écrasants réalisés par les Etats-Unis pendant la guerre, grâce aux munitions, aux denrées et autres articles qu'ils vendirent aux Alliés, en dépit encore de l'insistance que cette république met à percevoir ses versements annuels sur les prêts de guerre consentis à la Grande-Bretagne, à la France et à l'Italie, lesquels atteignent plus de neuf milliards et dont le principal ne pourra être acquitté avant un siècle, si on persiste à en exiger le paiement de nations qui sont déjà dans l'impossibilité de payer.

La République américaine a clairement démontré qu'aucune nation, continentale ou impériale, ne saurait se suffire à elle-même, si richement favorisée ou si fortement organisée qu'elle puisse être.

Mais ce n'est pas encore tout. Songeons un peu aux placements énormes faits par les capitalistes des Etats-Unis sur les deux continents américains, en Europe et en maints autres endroits. Si leurs propriétés immobilières, si leurs sécurités commerciales et financières ont été si rudement atteintes dans leur valeur, jusqu'à être détruites dans bien des cas, il faut l'attribuer pour beaucoup au niveau toujours s'élevant des barrières commerciales du pays. Songeons à toutes ces nations dont le crédit était supporté par les Etats-Unis et que le tarif américain a acculées à la banqueroute, ou à peu près. Si les tarifs élevés pouvaient entraîner quelque part la prospérité réelle et permanente, ils auraient certainement accompli ce miracle pour la République américaine. Et s'il fut jamais un temps où nos voisins eurent grand besoin de débouchés commerciaux, c'est certainement à l'heure actuelle.

Pour qui a étudié quelque peu les lois économiques et les résultats inévitables de leur application aux conditions constamment changeantes du commerce, de la production, du transport et de la distribution modernes, contemporain plutôt, principalement durant le dernier quart de siècle, il est difficile, impossible même, de comprendre pourquoi nos voisins ont si totalement manqué d'apercevoir la direction fatale des événements. Leurs hommes d'Etat les mieux avertis, leurs meilleurs économistes les ont cependant avertis que pour eux encore plus que pour toute autre nation contemporaine, la politique d'isolement a été et doit continuer d'être une politique des plus dangereuses.

Le plus solennel et le plus convaincant peut-être de ces avertissements leur est venu de l'un de leurs éminents présidents, assassiné à Buffalo il y a trente ans, feu le président McKinley. Nous savons tous que M. McKinley fut toute sa vie un protectionniste ardent et logique. Nous savons tous ce qu'était le tarif